

EUROPE DE L'OUEST

LES PROBLÈMES DE DÉFENSE

Le Danemark va présenter à l'Assemblée des Nations unies une proposition de contrôle des ventes et achats d'armes de guerre

De notre correspondante particulière CAMILLE OLSEN

Copenhague, 22 novembre. — C'est ce vendredi 22 novembre que M. Helveg Petersen, ministre danois de la culture, du désarmement et des rapports avec le tiers monde, a exposé à la tribune de l'Assemblée de l'O.N.U. le plan élaboré par son gouvernement pour faire enregistrer par les gouvernements au secrétariat général de l'O.N.U. tous les transferts d'armes classiques, de munitions et de matériel de guerre entre les Etats, que ce soit par des échanges commerciaux ou d'autres méthodes. L'O.N.U. publierait les renseignements obtenus dans des rapports périodiques.

Ces derniers jours les diplomates danois ont multiplié les démarches officieuses et pressantes pour tenter d'obtenir que

d'autres Etats « prairaient » activement et directement cette proposition.

Ces appels n'ont guère été entendus. Seuls jusqu'ici la Norvège, l'Islande et Malte ont donné une réponse positive. La Suède elle-même s'est refusée, tout en promettant de voter plus tard pour le texte de la résolution.

L'opposition systématique de l'abstention hostile des nations afro-asiatiques (principalement celles du groupe des Arabes) son d'ores et déjà certaine. Sans aucun pays de l'Est, ils ont, pour la plupart amicalement conseillé au Danemark de renoncer à défendre son projet à l'O.N.U. et de le présenter plutôt à la conférence de Genève — ce qui reviendrait à le renvoyer aux calendes grecques.

Les milieux politiques de Copenhague sont d'autant plus déçus par ces premières réactions qu'annoncent un semi-échec, et ce n'est un échec total, qu'ils espèrent et espèrent toujours que la question bifurquée pourra être évoquée à New-York par ce biais et tirée ainsi de l'impasse tragique où certains cherchent à l'enfermer.

UN EFFORT MILITAIRE EXCEPTIONNEL SERAIT CONSENTI PAR LES PAYS-BAS

(De notre corresp. particulier.)

La Haye, 22 novembre. — C'est lundi prochain que le gouvernement néerlandais a annoncé que les Pays-Bas pourraient faire en faveur de l'O.T.A.N. après avoir entendu le rapport du ministre de la défense, M. Den Toom, qui assistait à la réunion de Bruxelles. La presse a parlé d'une contribution exceptionnelle de 250 millions de florins à répartir sur trois ans, mais M. Luns, ministre des affaires étrangères, avait refusé de répondre aux parlementaires qui lui demandaient des précisions à ce sujet, avant la fin de la conférence. Il avait transmis sans commentaires un rapport provisoire de la commission consultative en matière de désarmement, de sécurité internationale et de paix, présidée par M. Oaunys, professeur de droit international à l'université de Leyde, qui parait contredire les recommandations de l'Organisation nord-atlantique.

● A la commission politique spéciale qui s'occupe actuellement de la question des réfugiés palestiniens, les Etats-Unis ont proposé que le mandat de l'U.N.R.W.A. (agence spécialisée des Nations unies) soit prorogé jusqu'au 30 juin 1972 et que les gouvernements contribuent plus généreusement aux dépenses de cette agence, qui fournit une aide à un million trois cent soixante-quatre mille réfugiés. — (U.P.I.)

● Dans un rapport écrit à l'Assemblée générale des Nations unies, M. Thant se déclare toujours prêt à aider l'Espagne et la Grande-Bretagne à résoudre le problème de Gibraltar. Il reproduit également une déclaration du gouvernement espagnol lui demandant de faire savoir à l'Assemblée que la Grande-Bretagne avait refusé d'appliquer la résolution de décembre dernier demandant la décolonisation de Gibraltar et qu'elle avait refusé les négociations envisagées dans cette résolution. — (U.P.I.)

Espagne

PLUSIEURS UNIVERSITÉS PROTESTENT CONTRE LE RETRAIT DE LEUR PAYS DE L'ORGANISATION EUROPÉENNE DE RECHERCHE NUCLÉAIRE

(De notre correspondant particulier.)

Madrid, 22 novembre. — Les conseils de professeurs des facultés des sciences de plusieurs universités espagnoles protestent contre le retrait de l'Espagne du Centre européen de recherche nucléaire (C.E.R.N.), auquel ce pays appartenait depuis 1961 (voir le Monde du 6 novembre 1968). La décision, qui a été prise par le gouvernement sans qu'un seul organisme scientifique espagnol ait été préalablement consulté, est actuellement l'objet de durs critiques dans l'ensemble de la presse.

M. Fraga Iribarne, ministre de l'information, a déclaré : « L'Espagne se retire du C.E.R.N. d'une part parce qu'elle n'est pas disposée à payer la contribution financière qui lui est réclamée pour 1969 et qui est supérieure de 100 % à celle qu'elle avait versée jusqu'à présent, d'autre part parce qu'elle ne considère pas notre participation à cet organisme comme suffisamment avantageuse par rapport aux bénéfices qui pourraient en être obtenus. »

De source proche du C.E.R.N., on apprend que ces données ne sont pas exactes puisque l'Espagne a payé en 1968 l'équivalent de 11 millions de francs et que pour 1969 elle n'allait verser que la somme de 8,5 millions de francs.

Dans les milieux scientifiques espagnols, on estime que la décision prise par le gouvernement condamne la recherche nucléaire du pays pour un grand nombre d'années et l'on s'efforce de comprendre comment on peut laisser perdre « l'argent et l'intelligence dépensés au cours de ces dernières années et abandonner l'un des meilleurs laboratoires du monde ». Les physiciens

espagnols avaient accès à l'accélérateur de particules de 28 GeV que le C.E.R.N. possède à Genève et avaient qu'ils allaient aussi pouvoir utiliser, toujours par l'intermédiaire du même organisme, l'accélérateur de 70 GeV installé près de Moscou, à Serpoukhov.

D'autre part, le C.E.R.N. a l'intention de construire un accélérateur de 300 GeV — le plus puissant du monde, — et un des sites éventuels, proposé par l'Espagne, était l'Escorial, à 50 kilomètres de Madrid. Des études avancées étaient faites dans ce sens.

Enfin, le retrait de l'Espagne du C.E.R.N. est d'autant plus surprenant que la jeune école de recherche nucléaire est l'une des plus brillantes de la recherche espagnole. Elle compte quelque vingt professeurs d'université et une centaine de chercheurs et de techniciens de grands valeurs. L'année dernière, pour la première fois, l'Espagne a présenté les résultats de ses travaux dans le cadre du congrès international de physique nucléaire.

● Le sort des bases américaines en Espagne fera prochainement l'objet d'une nouvelle session de négociations, indique-t-on au département d'Etat à Washington. Cette mise au point américaine confirme qu'aucune décision ne doit être attendue des entretiens qualifiés d'exploratoires que le général Earle Wheeler, chef d'état-major interarmes des Etats-Unis vient d'avoir à Madrid au cours des derniers jours. — (A.F.P.)

● Un Front syndicaliste révolutionnaire, réunissant d'anciens phalangistes, a été constitué à Madrid. Il est dirigé par M. Manuel Hedilla, un des chefs de la Phalange au début de la guerre civile. Le F.S.R. se propose de défendre les idéaux de José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange, idéaux qui, dit-il, « furent trahis au cours des trente dernières années ». — (A.F.P.)

PORTUGAL. — Quatre personnes accusées de menées subversives pour le compte de la D.U.A.R. (Ligue d'union et d'action révolutionnaire), organisation impliquée dans le hold-up de la Banque du Portugal, à Figueira-Foz, ont comparu devant un tribunal de Lisbonne. — (A.F.P.)

Italie

M. Rumor et les dirigeants démocrates chrétiens quittent leurs fonctions dans le parti

De notre correspondant particulier JACQUES NOBÉCOURT

Rome, 22 novembre. — Tous les schémas prévisibles de l'évolution de la crise politique italienne ont été renversés jeudi au cours de la réunion du conseil national de la démocratie chrétienne. Après un silence qui durait depuis les élections du 19 mai, M. Aldo Moro, qui fut président du conseil de 1963 à 1968, a annoncé sa démission « d'adoption » une position autonome au sein de l'organisation interne » du parti. Cela signifiait en clair qu'il rompait la majorité fautive de la démocratie chrétienne formée au congrès de Milan à l'automne 1967.

L'homme qui incarnait cette majorité, M. Mariano Rumor, a immédiatement tiré la conclusion logique de cette décision : il a démissionné de son poste de secrétaire général, suivi aussitôt par la direction du parti. A la crise interne du parti socialiste, à la crise gouvernementale proprement dite, s'ajoute donc maintenant une étape de décomposition de la démocratie chrétienne.

Que signifie le geste de M. Moro ? L'interprétation la plus généralement acceptée et qu'il pose sa propre candidature au secrétariat général à l'issue d'un nouveau congrès anticipé du parti, que M. Rumor a d'ailleurs lui-même proposé. D'autre part, ce dernier continuerait à gérer les affaires du parti en s'appuyant sur un comité paritaire où seraient représentées toutes les tendances. La démocratie chrétienne n'en resterait pas moins pendant plusieurs mois (on parle d'un congrès en mars ou avril) un interlocuteur « en suspens » et le gouvernement de centre gauche serait nécessairement faible, en attendant que le parti catholique ait réglé ses problèmes internes.

Pourtant, l'initiative de M. Moro a contribué à dissiper un malaise, et les socialistes sont au fond assez satisfaits de n'être plus le seul parti déchiré par ses contradictions. « C'est un pas en avant important pour une clarification politique fondamentale », estime l'Avanti vendicé, selon M. Ingrao, chef du comité parlementaire communiste, « a déclaré à l'Unità qu'il y avait maintenant « une grande carte à jouer et une grande responsabilité pour la gauche ».

En dehors de ses aspects tactiques, et abstraction faite de sa capacité connue de lancer des nappes de brouillard artificiel, M. Aldo Moro a fait un discours qui pourrait apparaître comme une sorte de charte d'un futur gouvernement de centre gauche. L'ancien président du conseil s'est refusé à faire le bilan de l'expérience qu'il avait dirigée, et aucun souci d'autocritique n'a percé dans ses propos. Mais il a évoqué quelques points qui serviraient peut-être un jour de référence : refus de la

tentation du vide du pouvoir, rapidité de marche des « temps nouveaux » : « Nous devons accélérer notre rythme de marche, brûler les étapes si possible, être nous aussi dans une certaine mesure des forces d'opposition. »

La future majorité devra être « définie et autonome », et M. Aldo Moro a exclu catégoriquement toute « question commune du pouvoir entre nous, le parti communiste et ses alliés ougés ». Cela ne signifie pas pour autant fermeture absolue sur la gauche de la majorité, car il convient de tenir compte de tout ce que les communistes représentent lorsqu'ils exercent leur rôle authentique d'opposition parlementaire.

De cette autonomie, l'ancien président du conseil a fait une application précise à l'égard de l'Eglise :

« Une orientation politique qui se voudrait modelée sur la rigueur d'un principe religieux est une prétention inadmissible, a-t-il dit. Elle se heurte, notamment, à l'exigence de pleine autonomie des déterminations politiques dans l'ordre qui leur est propre, surtout en un moment où le ministère de l'Eglise s'applique dans l'exercice de sa haute tâche spirituelle à donner des indications et des jugements de valeur qui, justifiés sur le terrain religieux, ne peuvent pas être transposés sur le terrain civil dans la situation politique concrète de l'Italie avec toutes ses exigences... Celles-ci ne peuvent pas être sacrifiées dans le cadre de l'ordre autonome qui est celui de l'Etat. » Le débat sur l'introduction du divorce, les implications de la révision du Concordat, sont évidemment en arrière-plan de ces propos.

Le conseil national de la démocratie chrétienne reprend sa séance vendredi en fin d'après-midi pour élire une nouvelle direction et un secrétaire général qui aura la tâche de préparer le congrès du printemps prochain.

Allemagne de l'Ouest

DES SABOTAGES ET DES REFUS DE SERVIR SONT ENREGISTRÉS DANS LA BUNDESWEHR

Bonn, 22 novembre (A.F.P.). — Des cas de plus en plus fréquents de sabotage sont actuellement enregistrés dans la Bundeswehr, a annoncé jeudi à Bonn le ministre fédéral allemand de la défense. Le porte-parole, qui n'a cité aucun chiffre, a déclaré que des incidents qui ne peuvent être imputables qu'à des actes de malveillance étaient fréquemment signalés dans les unités.

Le ministère de la défense et la commission de la défense du Bundestag estiment qu'il y a une coïncidence alarmante entre ces actes de sabotage et l'augmentation constante du nombre de soldats qui refusent de continuer leur service militaire. On note au département de la défense qu'au cours des dix premiers mois de l'année près de trois mille soldats se sont soudain déclarés objecteurs de conscience. On conclut dans les milieux de la Bundeswehr qu'une action de propagande est menée au sein même de l'armée allemande et qu'elle



Elle pense : « c'est bien pratique ce Constat Amiable ».

On a vu plus grave, vous pouvez régler cela vite et sans histoire avec un Constat Amiable.

« Croisser de la tôle » dans un accrochage... Si vous avez un accrochage en ville ou sur la